CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 21 septembre 1949.

La séance est ouverte à trois heures.

MINES D'OR

DECLARATION TOUCHANT LE MAINTIEN DE L'AIDE
ACCORDÉE SOUS LE RÉGIME DE LA LOI
D'URGENCE SUR L'AIDE À L'EXPLOITATION
DES MINES D'OR

L'hon. Colin Gibson (ministre des Mines et Ressources): J'aimerais profiter de l'occasion pour faire une déclaration qui précise le programme ministériel en ce qui concerne le maintien de l'aide que, depuis le 1^{er} janvier 1948, le Gouvernement a accordé à l'industrie des mines aurifères, sous le régime de la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or.

La Chambre n'ignore pas qu'on vient de prendre des mesures pour modifier la valeur du dollar canadien par rapport à celui des États-Unis, ce dont a directement bénéficié l'industrie en cause. Étant donné ce bénéfice, le Gouvernement a dû reviser les termes de son programme. La loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or a été présentée au Parlement et adoptée en vue d'aider une industrie dont les frais de production avaient beaucoup augmenté à un moment où son produit se vendait à prix fixe. Le Gouvernement et le Parlement avaient voulu non seulement aider l'industrie, mais plus encore, protéger les localités qui en dépendaient.

La ligne de conduite prévue par la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or avait pour effet d'augmenter le prix par once touché par nos mines d'or de \$3.20, en moyenne, au cours de l'année 1948. A noter toutefois que c'est là un chiffre moyen et que, si certaines mines touchent seulement 50c., par exemple, d'autres, dont les frais sont plus importants, peuvent toucher le maximum autorisé, soit \$16 l'once. Le rajustement de la valeur du dollar canadien a provoqué une hausse de \$3.50 l'once du prix de l'or produit et vendu au Gouvernement canadien. Dans les circonstances actuelles, on pourrait prétendre que le Gouvernement aurait de bonnes raisons de suspendre les versements, aux termes de la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or, à cause du bénéfice que retireront les mines d'or du fait de la dévaluation du dollar.

Le Gouvernement s'est prononcé contre cette politique, et cela pour les motifs sui-

vants. Lorsque la loi en question fut adoptée, il était entendu qu'elle resterait en vigueur pendant trois ans. Certaines mines ont sans doute dressé leurs plans d'exploitation précisément en fonction de cette décision. Il ne serait donc pas juste de modifier la période d'application de la loi. Les mines ne se ressentiraient pas toutes au même point de la suppression des avantages conférés par la loi. Les versements effectués aux diverses mines ont un rapport direct avec leurs besoins et ceux des collectivités qui en dépendent. L'annulation de ce programme signifierait que certaines n'en souffriraient que peu, tandis que d'autres seraient sérieusement atteintes.

Ayant résolu de ne pas annuler cette mesure, le Gouvernement devait alors décider si l'application de la loi serait maintenue sans modification ou s'il y avait lieu d'y apporter quelque changement moins rigoureux que l'annulation, en toute justice non seulement pour les collectivités minières mais aussi pour les contribuables et les Canadiens en général.

Après avoir approfondi la question, le Gouvernement a conclu que le programme le plus équitable qu'il pouvait adopter dans les circonstances serait réalisé par l'institution des mesures suivantes:

1. Les paiements actuels d'assistance continueront jusqu'à la fin de l'année civile 1949. Durant cette période, l'industrie minière bénéficiera pleinement de ces versements et de l'ajustement de la valeur d'échange du dollar canadien.

2. Avant la fin de cette année, le Gouvernement présentera une mesure modificatrice prévoyant qu'au cours de la dernière année de l'application de la loi, c'est-à-dire l'année civile 1950, le total des paiements d'assistance versés à une mine sera réduit de \$3.50 l'once à l'égard de chaque once d'or à laquelle s'applique le tarif de l'assistance en vertu de la loi actuelle. C'est dire que toute mine qui, en 1950, aurait eu droit à des paiements de \$3.50 ou moins sous forme d'assistance, ne recevra plus rien. Les mines ayant droit de toucher plus de \$3.50 l'once recevront la différence entre \$3.50 et le montant auquel elles auraient eu droit.

L'adoption de ce programme signifiera qu'au cours de 1950 cette industrie bénéficiera entièrement des avantages résultant de l'ajustement de la valeur d'échange du dollar canadien, mais que les paiements à même les deniers publics seront réduits de \$3.50 dans le cas des mines admissibles à l'assistance en